

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES numéro 2024-SNACE-001

Direction générale de l'Aviation civile

*Direction des services de la Navigation aérienne
(DSNA)*

Direction de la Stratégie et des Ressources (DSR)

Sous-direction des Finances (SDFI)

Pôle Achats métier Antenne DO

Objet de la consultation :

**TRAVAUX SECURISATION PERIMETRIQUE DU BT DE
L'AEROPORT DE LYON SAINT EXUPERY.**

Procédure de passation :

Procédure adaptée > 90 k EUR HT, en application de l'article
R.2123-1 du Code de la commande publique.

Forme du contrat :

Le marché est un marché de travaux en application de l'article L.
1111-2 du Code de la commande publique

Rédacteur : Tania ZANNELLA

Version : V1R0

www.ecologie-solidaire.gouv.fr

DSNA/DSR/DSA/P AMDO	Objet	Travaux de sécurisation périmétrique du BT de l'Aéroport de Lyon Saint Exupéry	Version	V1R0
			1	19/09/2024

DIFFUSION INITIALE

DESTINATAIRE(S)	COPIE(S) POUR INFORMATION
2024-SNACE-001	

Toute reproduction ou communication de ce document, de son contenu ou de sa nature, même partielle, exceptés les usages internes des Services de la Direction Générale de l'Aviation Civile, est strictement interdite sans le consentement écrit de la direction de la Technique et de l'Innovation

Objet de la diffusion (facultatif) :

VERIFICATION (V) / APPROBATION (A)

Nom	Fonction / Entité	V / A	Visa
Bernard CHABRE	Chef ST SNA-CE		
Pierre DURIEZ	Chef PAM/Antenne DO		

MAITRISE DOCUMENTAIRE

Référence : 2024-SNACE-001	
Affaire / Projet / Opération :	
Classement et archivage du document	
Stockage :	
Fichier : CCAP 2024-SNACE-001	
Support / Format :	

Contenu personnalisable

DSNA/DSR/DSA/P AMDO	Objet	Travaux de sécurisation périmétrique du BT de l' Aéroport de Lyon Saint Exupéry	Version	V1R0
			1	19/09/2024

Historique du document

<i>Version du document</i>	<i>Date de rédaction</i>	<i>Raison de l'évolution</i>	<i>Auteur</i>
V1R0		Version finale	

DSNA/DSR/DSA/P AMDO	Objet	Travaux de sécurisation périmétrique du BT de l'Aéroport de Lyon Saint Exupéry	Version	V1R0
			1	19/09/2024

SOMMAIRE

Table des matières

ARTICLE 1 – IDENTIFICATION DES PARTIES.....	6
ARTICLE 2 – OBJET DU MARCHÉ	6
ARTICLE 3 – ALLOTISSEMENT	7
ARTICLE 4 – FORME ET ETENDUE DU MARCHÉ	7
ARTICLE 5 – DUREE DU MARCHÉ	7
ARTICLE 6 – FRACTIONNEMENT DES PRESTATIONS.....	7
ARTICLE 7 – LIEU D'EXECUTION	7
ARTICLE 8 - LANGUE	7
ARTICLE 9 – DOCUMENTS CONTRACTUELS	8
ARTICLE 10 – MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	8
10-1-1 – Représentation de l'acheteur	8
10-1-2 – Représentation du titulaire	8
10-1-3 – Remplacement des intervenants.....	9
10-1-4 – Co-activité et coordination des mesures de prévention en matière de sécurité et de protection de la santé (SPS)	9
10-2-1 – Contenu de la prestation.....	9
10-2-2 – Période de préparation et approvisionnements	9
10-2-3 – Délai d'exécution des travaux	9
10-2-4 – Calendrier détaillé d'exécution des travaux	9
10-2-5 – Exécution des travaux.....	9
10-2-6 – Prolongation du délai d'exécution.....	10
10-2-7 – Documents fournis après exécution.....	11
10-2-8 – Exigences relatives aux prestations	11
10-3-1 – Réparation des dommages.....	11
10-3-2 – Responsabilité et assurances.....	11
10-6-1 – Obligations relatives à la sous-traitance.....	13
10-6-2 – Protection des données à caractère personnel	13
10-6-3 – Obligations relatives à la confidentialité et à la sécurité	14
10-6-4 – Obligations relatives au respect des principes de la République.....	15
ARTICLE 11 – PRIX ET REGLEMENT	17
11-2-2 – Retenue de garantie et comptable assignataire.....	17
11-3-1 - Avances	18
11-3-3 – Modalités de facturation	18
11-3-4 – Intérêts moratoires.....	18

DSNA/DSR/DSA/P AMDO	Objet	Travaux de sécurisation périmétrique du BT de l'Aéroport de Lyon Saint Exupéry	Version	V1R0
			1	19/09/2024

11.4 - DEMANDES DE PAIEMENT	19
11.4.1 Présentation des demandes de paiement	19
11.4.2 ENVOI DES DEMANDES DE PAIEMENT - DEMATERIALISATION DES FACTURES	19
ARTICLE 12 – PRIMES ET PENALITES	20
12-3-1 – Pénalités pour absence de participation ou retard aux réunions de chantier	21
12-3-2 – Pénalités liées au repliement des installations de chantier et remise en état des lieux	21
12-3-3 – Pénalités liées à la remise des documents conformes à exécution.....	21
12-3-4 – Pénalités liées à la remise des documents après exécution des travaux	21
12-3-5 – Pénalités liées à la remise tardive du contrat de sous-traitance.....	21
ARTICLE 13 – CLAUSE DE REEXAMEN	22
ARTICLE 14 – DISPOSITIONS DIVERSES	24
ARTICLE 15 – GARANTIES.....	24
16 – RESILIATION	25
17 – DIFFERENDS ET LITIGES	25
18 – DEROGATIONS	26

DSNA/DSR/DSA/P AMDO	Objet	Travaux de sécurisation périmétrique du BT de l'Aéroport de Lyon Saint Exupéry	Version	V1R0
			1	19/09/2024

ARTICLE 1 – IDENTIFICATION DES PARTIES

1-1 L'ACHETEUR

Le marché est passé par le Ministère chargé des Transports et porté en particulier par la
Direction Générale de l'Aviation Civile (DGAC)
Direction des Services de la Navigation Aérienne (DSNA)
Direction des Opérations (DO)
Service de la Navigation Aérienne Est (SNA-CE)
630, rue d'Allemagne
69125 LYON SAINT EXUPERY AEROPORT

Le pouvoir adjudicateur agit en qualité d'entité adjudicatrice au sens de l'article L1212-1
alinéas 1° et 2° du code de la commande publique.

Le Pôle Achat DSNA antenne DO est l'entité chargée de passer le marché au nom de la
Direction des Opérations

1-2 LE MAITRE D'ŒUVRE

La maîtrise d'œuvre est assurée :

M. Frédéric LOURS Chargé d'opérations au SNIA Centre et Est / Lyon.
Tél : 06 33 51 10 62
Courriel : frederic.lours@aviation-civile.gouv.fr

Et

M. Jean-François COGNET Chargé d'opérations au SNIA Centre et Est / Lyon.
Tél : 06 10 67 95 42
Courriel : jean-francois.cognet@aviation-civile.gouv.fr

1-3 - LE TITULAIRE

L'opérateur économique auquel est attribué le marché est dénommé « le titulaire » dans la
suite du présent Cahier des charges. L'identité ainsi que les coordonnées du titulaire figurent
à l'acte d'engagement.

ARTICLE 2 – OBJET DU MARCHÉ

Le marché a pour objet les travaux de sécurisation périmétrique du Bloc Technique de
l'aéroport de Lyon Saint Exupéry.

La description des travaux et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier
des clauses techniques particulières (CCTP).

CCAG de référence : CCAG Travaux approuvé par arrêté du 30 mars 2021 publié le 1^{er} avril
2021.

DSNA/DSR/DSA/P AMDO	Objet	Travaux de sécurisation périmétrique du BT de l'Aéroport de Lyon Saint Exupéry	Version	V1R0
			1	19/09/2024

ARTICLE 3 – ALLOTISSEMENT

Le marché est divisé en lots comme suit :

Lot 1 : Travaux d'installations de portails d'accès et clôtures.

Lot 2 : Travaux pour l'accès au sous-sol – Pose de grilles de défense.

L'acheteur se réserve le droit d'attribuer à un même candidat 1 lot, ou les deux lots.

ARTICLE 4 – FORME ET ETENDUE DU MARCHÉ

Le marché est un marché de travaux en application de l'article L. 1111-2 du Code de la commande publique.

Le montant du marché est estimé à 91 666,67 € HT soit 110 000 € TTC pour les 2 lots.

ARTICLE 5 – DUREE DU MARCHÉ

5-1 – CADRE GENERAL

Le présent marché est passé pour une durée de 12 mois à compter de la notification portant lancement des prestations par ordre de service.

5-2 – RECONDUCTION DU MARCHÉ

Le marché n'est pas reconductible.

ARTICLE 6 – FRACTIONNEMENT DES PRESTATIONS

Sans objet

ARTICLE 7 – LIEU D'EXECUTION

Les prestations s'exécutent au :

SNA-CE

630 rue d'Allemagne

69125 Lyon Saint Exupéry

ARTICLE 8 - LANGUE

Tous les documents remis par le titulaire sont rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il le fournit, à sa charge, accompagné d'une traduction en français.

DSNA/DSR/DSA/P AMDO	Objet	Travaux de sécurisation périmétrique du BT de l'Aéroport de Lyon Saint Exupéry	Version	V1R0
			1	19/09/2024

ARTICLE 9 – DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les pièces constitutives du marché sont énumérées ci-dessous :

L'acte d'engagement (AE) ;

Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;

Les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes ;

Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicables aux marchés publics de travaux ;

L'offre technique du titulaire ;

Les actes spéciaux de sous-traitance éventuels ;

L'offre financière du titulaire (DPGF) ;

Les modifications éventuelles ;

Les ordres de service ;

Les échanges écrits si ceux-ci comportent des éléments impactant le bon déroulement de la prestation.

ARTICLE 10 – MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

10-1 – REPRESENTATION DES PARTIES

10-1-1 – Représentation de l'acheteur

L'interlocuteur chargé du suivi de l'exécution des prestations est désigné par le maître d'œuvre lors de la notification du marché.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le maître d'œuvre en cours d'exécution du marché.

Le maître d'œuvre notifie sans délai toute modification de l'interlocuteur au titulaire.

10-1-2 – Représentation du titulaire

Le titulaire s'engage sur la durée du marché à assurer une pérennité en termes de compétences et de qualification quant à la composition de l'équipe mise en place.

Le titulaire désigne nominativement, au sein de cette équipe, et en accord avec la personne publique, **un chef de projet interlocuteur unique de la personne publique**, possédant les compétences d'études et les qualités humaines nécessaires à la conduite d'une équipe. Il s'engage à maintenir, dans la mesure du possible, cette personne sur ce poste durant la durée du projet.

Si le chef de projet ou tout autre membre de l'équipe n'est plus en mesure de remplir sa mission, le titulaire doit en aviser immédiatement la personne publique et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

DSNA/DSR/DSA/P AMDO	Objet	Travaux de sécurisation périmétrique du BT de l'Aéroport de Lyon Saint Exupéry	Version	V1R0
			1	19/09/2024

10-1-3 – Remplacement des intervenants

Pendant toute la durée du marché, l'acheteur se réserve le droit de demander le remplacement motivé d'un ou de plusieurs intervenants du titulaire. De même, le titulaire peut proposer le remplacement d'un ou de plusieurs de ses intervenants.

Le remplacement est soumis à l'approbation de l'acheteur. Tout refus sera motivé.

A défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de trois récusations successives motivées par l'acheteur, le marché peut être résilié pour faute du titulaire.

10-1-4 – Co-activité et coordination des mesures de prévention en matière de sécurité et de protection de la santé (SPS)

Les travaux ne relèvent d'aucun régime spécifique en matière de co-activité et de coordination santé sécurité. Toutefois, en cas de déclaration de sous-traitance sur des activités nécessitant un régime spécifique en matière de co-activité et de coordination santé et sécurité, le maître d'ouvrage prendra en charge cette mission via un organisme spécialisé.

10-2 – CONDITIONS D'EXECUTION

10-2-1 – Contenu de la prestation

Le contenu de la prestation est décrit au chapitre 2 du CCTP

10-2-2 – Période de préparation et approvisionnements

La période de préparation ainsi que la période d'approvisionnement du matériel nécessaire à la bonne exécution des travaux est fixé à 2 mois maximum à compter de la date de notification de l'ordre de service.

10-2-3 – Délai d'exécution des travaux

Le délai global d'exécution des travaux est de 8 mois à compter de l'ordre de service prescrivant le démarrage des travaux.

10-2-4 – Calendrier détaillé d'exécution des travaux

Le calendrier détaillé est élaboré conformément aux prescriptions du CCTP. Au cours du chantier et après consultation du titulaire concerné, le calendrier détaillé peut être modifié, dans la limite du délai global d'exécution. Ces modifications tiennent compte, le cas échéant, des prolongations de délais résultant de l'application de l'article 18.2 du CCAG-Travaux.

10-2-5 – Exécution des travaux

Réunions de chantier :

La réunion préalable au démarrage du chantier aura lieu aux jours et heures fixés par le maître d'œuvre. Le représentant du titulaire doit avoir le pouvoir de l'engager et de donner sur le champ les ordres nécessaires aux personnels du titulaire sur le chantier.

DSNA/DSR/DSA/P AMDO	Objet	Travaux de sécurisation périmétrique du BT de l'Aéroport de Lyon Saint Exupéry	Version	V1R0
			1	19/09/2024

Toute absence du représentant qualifié du titulaire à une réunion de chantier à laquelle il est convoqué entraînera l'application de pénalités.

Est considérée comme une absence la représentation du titulaire par des personnes non qualifiées.

Registre de chantier :

Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG-Travaux, la tenue d'un registre de chantier n'est pas prévue.

Plan d'exécution – Notes de calculs – Etudes de détails :

Les plans, notes et études sont soumis à l'approbation du maître d'ouvrage sur proposition du maître d'œuvre.

Equipements, matériaux et produits :

Les choix du titulaire concernant les équipements, matériaux et produits sont soumis à l'approbation du maître d'ouvrage sur proposition du maître d'œuvre avant leur mise en œuvre.

Contrôles et réception des travaux :

Les essais et contrôle d'ouvrage ou parties d'ouvrage, prévus par les documents techniques du marché, sont assurés contradictoirement sur le chantier par le titulaire du marché et le maître d'œuvre.

Les travaux prévus au présent marché et faisant l'objet de réserves au moment de la réception devront être exécutés dans un délai maximum de 1 mois. Passé ce délai et après mise en demeure du titulaire restée infructueuse, les travaux seront exécutés à ses frais et risques.

Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux :

Au terme des travaux le titulaire doit :

- procéder à l'évacuation de ses déchets
- nettoyer les installations
- réparer et remettre en état les installations détériorées

Ces prestations sont effectuées dans le délai d'exécution des travaux.

Réception :

La procédure de réception des travaux se déroule conformément aux dispositions de l'article 41 du CCAG-Travaux.

10-2-6 – Prolongation du délai d'exécution

En application du troisième paragraphe de l'article 18.2.3 du CCAG-Travaux, lorsque l'exécution des travaux est entravée par l'un des phénomènes naturels (neige, gel, vent, pluie), les délais d'exécution sont prolongés à l'initiative de l'acheteur, après concertation entre celui-ci et le titulaire du marché. Le titulaire du marché ne peut pas décider unilatéralement d'arrêter l'exécution de la prestation au motif des phénomènes naturels. La prolongation des délais d'exécution est équivalente au nombre de jours d'entrave provoqués

DSNA/DSR/DSA/P AMDO	Objet	Travaux de sécurisation périmétrique du BT de l'Aéroport de Lyon Saint Exupéry	Version	V1R0
			1	19/09/2024

par le phénomène naturel en cause. De même, en cas de modifications aux travaux régulièrement ordonnés, le délai contractuel sera prolongé de la durée correspondante.

10-2-7 – Documents fournis après exécution

Les documents que le titulaire doit fournir après l'exécution des travaux sont spécifiés à **l'article 2.6 du CCTP pour le lot 1 et à l'article 2.5 du CCTP pour le lot 2.**

Les documents devront être remis dans les délais prescrits par l'article 40 du CCAG - Travaux.

Dans tous les cas, le titulaire s'assure que les documents qu'il remet après exécution correspondent aux prestations réellement exécutées.

10-2-8 – Exigences relatives aux prestations

Le titulaire est responsable de la conservation, de l'entretien et de l'emploi de tout matériel, objet ou approvisionnement ou local qui lui est confié(s) dès que celui-ci, est mis effectivement à sa disposition. Il ne peut en disposer qu'aux fins prévues par le marché. Le titulaire doit les restituer lorsque le marché est terminé.

10-3 – OBLIGATIONS DU TITULAIRE

10-3-1 – Réparation des dommages

Les dommages, de toute nature, causés au personnel ou aux biens de l'acheteur par le titulaire, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du titulaire.

Tant que les fournitures restent la propriété du titulaire, celui-ci est, sauf faute de l'acheteur, seul responsable des dommages subis par ces fournitures du fait de toute cause autre que l'exposition à la radioactivité artificielle ou les catastrophes naturelles dûment reconnues. Cette stipulation ne s'applique pas en cas d'adjonction d'équipements fournis par l'acheteur au matériel du titulaire et causant des dommages à celui-ci.

Le titulaire garantit l'acheteur contre les sinistres ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et affectant les locaux où ce matériel est exploité, y compris contre le recours des voisins.

10-3-2 – Responsabilité et assurances

D'une manière générale, le titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois, règlements et normes en vigueur. À ce titre, le titulaire répond notamment des responsabilités et garanties résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-2, 1792-3 et 1792-4 du code civil.

Assurances de responsabilité civile de droit commun :

Le titulaire et ses sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître de l'œuvre et aux autres intervenants à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non à un dommage corporel et/ou matériel, du fait de la réalisation des travaux, qu'ils soient en cours d'exécution ou terminés.

En cas de travaux sur existants, ces garanties doivent être étendues aux dommages causés aux parties anciennes de l'ouvrage.

DSNA/DSR/DSA/P AMDO	Objet	Travaux de sécurisation périmétrique du BT de l'Aéroport de Lyon Saint Exupéry	Version	V1R0
			1	19/09/2024

Assurances de responsabilité civile décennale :

L'opération est soumise à l'obligation d'assurance de responsabilité civile décennale prévue par l'article L.241-1 du code des assurances et le montant prévisionnel de l'opération est inférieur à 15 millions d'euros HT. Le titulaire déclare avoir souscrit une police de responsabilité civile décennale en capitalisation en état de validité au jour de l'ouverture du chantier le garantissant pour les travaux confiés.

Le titulaire justifie de sa police d'assurances individuelle de responsabilité civile décennale par une attestation d'assurances émanant de sa société d'assurances conforme au modèle standard défini par la Fédération Française des Sociétés d'Assurance (FFSA).

Les attestations précisent le montant maximum des chantiers pour lesquels les garanties sont délivrées, la mention selon laquelle les garanties sont délivrées au coût de l'ouvrage.

10-4 – CONSIDERATIONS SOCIALES

Le présent marché public ne comprend pas de considérations sociales.

10-5 – CONSIDERATIONS ENVIRONNEMENTALES

Valorisation des déchets :

Le titulaire s'engage, conformément au mémoire technique remis dans le cadre de son offre, à limiter la production des déchets et à optimiser leur valorisation (SOSED).

Le titulaire a également l'obligation :

- de sensibiliser l'ensemble de son personnel avant le démarrage du chantier, et régulièrement pendant son déroulement, aux modalités de collecte (ex : non mélange, lieux de stockage intermédiaire aux postes de travail, etc.) et aux bonnes pratiques de gestion des déchets propres à l'opération,
- de maintenir le chantier propre et libre de tout déchet pendant et après l'exécution des travaux dont il a la charge,
- de trier (ou non mélanger) les déchets et en particulier de ne pas mélanger les déchets dangereux avec les autres types de déchets.

Mise en œuvre du Schéma d'Organisation et de Suivi de l'Elimination des Déchets (SOSED)

Le SOSED constitue le document de référence traitant spécifiquement de la gestion des déchets de chantier. Il appartient au titulaire de fournir ce document et de s'engager sur :

- l'identification de la nature des déchets
- le classement des déchets
- la quantité
- le stockage sur le chantier et la collecte
- le mode de traitement des déchets.

Sur le chantier, il est également strictement interdit de :

- brûler les déchets,
- d'abandonner ou enfouir sur le chantier ou en-dehors, les déchets,
- de recourir à des filières, collecteurs ou des sites de traitement non réglementaires ou non autorisés, de déverser des déchets solides ou liquides dans les réseaux d'assainissement

DSNA/DSR/DSA/P AMDO	Objet	Travaux de sécurisation périmétrique du BT de l'Aéroport de Lyon Saint Exupéry	Version	V1R0
			1	19/09/2024

10-6 – AUTRES OBLIGATIONS

10-6-1 – Obligations relatives à la sous-traitance

Le titulaire est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché, provoquant obligatoirement le paiement direct du sous-traitant pour des prestations supérieures à 600 € TTC.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par l'acheteur.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondantes sont possibles en cours de marché selon les modalités définies aux articles R. 2193-3 et R. 2193-4 du Code de la commande publique.

Pour satisfaire aux obligations susmentionnées et dans le cas d'une sous-traitance en cours d'exécution du marché, le Titulaire devra compléter utilement les formulaires suivants :

- le formulaire DC 4 (déclaration de sous-traitance)
- le formulaire DC 2

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché (article 50 du CCAG Travaux).

10-6-2 – Protection des données à caractère personnel

Chaque partie est tenue au respect des règles relatives à la protection des données nominatives auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché.

En cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles demandées par l'acheteur, afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'une modification par les parties.

Pour assurer cette protection, il incombe à l'acheteur d'effectuer les déclarations et d'obtenir les autorisations administratives nécessaires à l'exécution des prestations prévues par les documents particuliers du marché.

Les parties s'engagent à respecter la réglementation applicable au traitement de données à caractère personnel et le règlement (UE) 2016/679 sur la protection des données du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016.

Chaque partie est tenue au respect des règles relatives à la protection des données personnelles auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat et s'engage à :

- les traiter conformément à l'usage prévu au contrat
- les traiter selon les instructions du donneur d'ordre
- garantir leur confidentialité
- limiter l'accès aux seules personnes autorisées
- signaler toute violation de ces règles auprès de l'acheteur et de la CNIL

DSNA/DSR/DSA/P AMDO	Objet	Travaux de sécurisation périmétrique du BT de l'Aéroport de Lyon Saint Exupéry	Version	V1R0
			1	19/09/2024

Le cas échéant, le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de protection qui s'imposent à lui pour l'exécution du contrat et doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

10-6-3 – Obligations relatives à la confidentialité et à la sécurité

a) Confidentialité et secret des affaires

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution du marché, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors du marché ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

L'acheteur peut demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles, qui lui auraient été fournis, sans en conserver aucune copie ou trace.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire pourra entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire.

Le titulaire consent, en application de l'article L. 151-5 du code de commerce, à ce que tous les documents de son offre et ceux liés à l'exécution du marché puissent être divulgués par l'acheteur à un tiers, à la condition que cette divulgation s'avère nécessaire, notamment pour les besoins d'une mission de conseil ou d'assistance à maîtrise d'ouvrage, de contrôle des prestations réalisées ou en cas de passation d'un autre marché.

L'acheteur s'engage, le cas échéant, à obtenir de ce tiers toutes les assurances nécessaires quant à la mise en œuvre par ce dernier et ses éventuels sous-traitants de mesures effectives de protection des informations couvertes par le secret des affaires.

L'acheteur informe le titulaire par écrit 15 jours avant de divulguer de telles informations, en précisant le motif, la durée ainsi que les informations et documents concernés.

Tout au long de l'exécution du marché, le titulaire est tenu de déclarer sans délai à l'acheteur toute situation de nature à constituer un conflit d'intérêts.

b) Mesures de sécurité-sûreté - règlement intérieur

Le titulaire exerce le contrôle du travail de son personnel et assure l'ensemble des obligations qui lui incombent en sa qualité d'employeur. Pour les prestations nécessitant la présence du personnel du titulaire dans les locaux des sites de l'acheteur, le titulaire fait le nécessaire pour que son personnel se conforme aux dispositions applicables aux entreprises intervenant dans les dits locaux et notamment à celles relatives à l'hygiène et à la sécurité, à charge au titulaire de les communiquer à son personnel.

Certains sites étant classés " Etablissement à Accès Surveillé ", comprenant une zone restrictive, les conditions d'accès sont règlementées. Le titulaire, pour obtenir les badges d'accès au site, doit remplir pour chacun de ses agents, un dossier qui est déposé au siège de l'acheteur de rattachement de l'opération concernée. **La délivrance d'un badge d'accès étant conditionnée par une enquête de police le délai peut être de 1 mois à compter de la réception du dossier par le site.** Si à l'issue de cette enquête, l'autorisation d'accès d'un des intervenants est refusée, l'entreprise doit proposer une nouvelle personne. Le titulaire devra prendre en compte ces délais. Le titulaire ne pourra justifier un retard à cause de ces

DSNA/DSR/DSA/P AMDO	Objet	Travaux de sécurisation périmétrique du BT de l'Aéroport de Lyon Saint Exupéry	Version	V1R0
			1	19/09/2024

formalités. De même, le titulaire devra se conformer aux consignes destinées aux prestataires extérieurs au SNA-CE.

Par ailleurs, tout personnel travaillant sur un site de l'acheteur est appelé à une vigilance particulière vis-à-vis des actes de malveillance ou de manquements aux règles d'application de la sûreté et doit signaler aux autorités compétentes de l'Etat tout fait anormal ou manquement qu'il constaterait.

A la fin de toute intervention, le Titulaire doit restituer aux services compétents de l'Etat les badges de ses agents dans un délai de 48 heures suivant la cessation de son activité dans la zone réservée de l'aéroport ou dans les locaux de la navigation aérienne. Toute perte ou vol de badge doit être déclarée à la Police ou à la Gendarmerie du Transport Aérien et signalée par l'employeur ou le correspondant sûreté au siège du SNA-CE de rattachement.

Tous les frais occasionnés (remplacement d'une personne et retard éventuel lié à un refus d'une personne, badges, autorisation d'accès véhicules,) sont à la charge du titulaire.

10-6-4 – Obligations relatives au respect des principes de la République

En application de la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, l'entité adjudicatrice rappelle au titulaire du marché qu'il doit notamment veiller à ce que ses salariés et l'ensemble des personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction – dans la mesure où ils participent eux-mêmes à l'exécution du service public – s'abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses et traitent de manière égale toutes les personnes et respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

Le titulaire doit également veiller à ce que toute autre personne à laquelle il confie pour partie l'exécution du service public (par exemple, un sous-traitant) s'assure du respect de ces mêmes obligations. Le titulaire doit à cet égard communiquer à l'entité adjudicatrice chaque contrat de sous-traitance qui aurait pour effet de faire participer le sous-traitant à l'exécution du service public.

Aux fins de contrôle, l'acheteur pourra notamment demander au titulaire la communication des notes internes rappelant les principes sus mentionnés

10-7 – OBLIGATIONS DIVERSES

a) Obligation de conseil

Le titulaire est tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde, relative aux matériels, logiciels et prestations fournies à l'acheteur. Dans l'hypothèse où le titulaire n'aurait pas respecté cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans le contrat pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

b) Obligation d'information

Le titulaire s'oblige à informer sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception ou remise contre récépissé, l'acheteur de toute difficulté rencontrée dans la réalisation des prestations, de nature à retarder ou compromettre leur bonne exécution.

c) Financement européen

Pour l'exécution du marché, le titulaire est soumis aux obligations prévues par le règlement Euratom, CE n° 2185/966 du Conseil du 11 novembre 1996 concernant les contrôles et

DSNA/DSR/DSA/P AMDO	Objet	Travaux de sécurisation périmétrique du BT de l'Aéroport de Lyon Saint Exupéry	Version	V1R0
			1	19/09/2024

vérifications sur place effectués par la Commission en vue de protéger les intérêts financiers des Communautés européennes contre les fraudes et autres irrégularités et par le règlement UE n° 883/20137 du Parlement européen et du Conseil du 11 septembre 2013 relative aux enquêtes effectuées par la Commission européenne antifraude (OLAF) et aux articles 285 à 287 du traité de Fonctionnement de l'Union européenne (TFUE) - contrôles conduits par la Cour des comptes européenne. Ces dispositions permettent à l'Agence INEA (Innovation and Networks Executive Agency), à la Commission, à l'Office européen de lutte antifraude (OLAF) ainsi qu'à la Cour des comptes européenne d'exercer des contrôles, enquêtes et audits financiers vis-à-vis du titulaire et de ses sous-traitants dans l'hypothèse où l'acheteur percevrait des subventions de fonds européens dans le cadre du présent marché.

d) Obligations administratives

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- A sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- A son adresse ou à son siège social ;
- Aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement du marché doivent être notifiés à l'acheteur.

En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

e) Pièces et attestations

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification de l'accord-cadre et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par l'acheteur, à l'adresse suivante :

<https://www.e-attestations.com>

A défaut, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire.

Travailleurs détachés :

Si le titulaire, et/ou le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés les documents suivants :

- a) L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service « SIPSI » du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 du code du travail ;
- b) Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L.1264-2 et L.8115-1 du code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature du représentant légal.

DSNA/DSR/DSA/P AMDO	Objet	Travaux de sécurisation périmétrique du BT de l'Aéroport de Lyon Saint Exupéry	Version	V1R0
			1	19/09/2024

Dans les conditions fixées à l'article L. 2196-4 et suivants du code de la commande publique, le titulaire fournit, si l'acheteur en fait la demande, les renseignements sur les éléments techniques et comptables du coût de revient des prestations qui font l'objet du présent marché public (notamment bilans, comptes de résultat ainsi que leur comptabilité analytique et tout document de nature à permettre l'établissement des coûts de revient)

ARTICLE 11 – PRIX ET REGLEMENT

11-1 – FORME ET CONTENU DES PRIX

Les prix sont révisables et forfaitaires. Le contenu des prix est établi conformément à l'article 9.1 du CCAG - Travaux.

L'unité monétaire qui s'applique est l'euro.

Le taux de TVA applicable est celui en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

Les prix du présent marché sont établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre(M0).

Les prix sont révisés suivant la formule suivante :

Le coefficient de révision C_n est donné par la formule :

$$C_n = 0,15 + 0,85 \cdot (I_{n-6} / I_{0-6})$$

avec : I_0 = Valeur de l'index de référence I prise au mois d'établissement des prix moins 6 mois ;

I_n = Valeur de l'index de référence I prise au mois de réalisation des prestations moins 6 mois.

La périodicité de la révision suit la périodicité de l'acompte.

Les indices de référence sont l'indice BT01

11-2 – MODALITES DE REGLEMENT

L'ensemble des pièces financières permettant le règlement des factures pour ce marché seront émises par le Secrétariat Inter Régional Est (SIR CE) situé Aéroport de Lyon Saint Exupéry, 210, rue d'Allemagne 69125 aéroport de Lyon Saint Exupéry.

11-2-2 – Retenue de garantie et comptable assignataire

Retenue de Garantie :

Pour chaque lot, une retenue de 5 % maximum et de 3 % maximum pour les petites et moyennes entreprises est appliquée sur le montant du marché. La retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande ou, après validation expresse de l'acheteur, par une caution personnelle et solidaire, dans les conditions fixées à l'article R. 2191-36 et suivants du code de la commande publique.

Le marché peut être cédé ou nanti dans les conditions prévues aux articles R.2191-46 et suivants du code de la commande publique.

DSNA/DSR/DSA/P AMDO	Objet	Travaux de sécurisation périmétrique du BT de l'Aéroport de Lyon Saint Exupéry	Version	V1R0
			1	19/09/2024

En application des articles R. 2191-45 à R. 2191-62 du code de la commande publique, sur demande du titulaire adressée à l'acheteur, il lui sera remis le certificat de cessibilité précisant la créance totale à mettre en paiement, diminuée du montant des prestations confiées à des sous-traitants bénéficiant du paiement direct.

Le comptable public assignataire chargé du paiement est :
Agent Comptable Secondaire du Budget Annexe "Contrôle et Exploitation Aériens"
(ACBACEA)
Service Facturier
Pour le compte du SNA*CE
1, rue Vincent Auriol
13617 AIX EN PROVENCE

11-3 – MODALITES DE REMUNERATION DU TITULAIRE ET DE REGLEMENT DES COMPTES

11-3-1 - Avances

L'option A modifié par arrêté du 29/12/2022 modifiant le CCAG travaux est retenue. Le taux de l'avance est de 5% sur le prix initial du marché (option incluse si celle-ci est choisie au moment de la notification du marché) ou, le cas échéant, de 30 % pour les petites et moyennes entreprises. Ce taux est calculé selon les modalités de l'article R. 2191-6 et suivants du code de la commande publique.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le taux et les conditions de versement de l'avance ne peuvent être modifiés en cours d'exécution du marché.

Le délai de versement de l'avance court à compter de la notification du marché.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités de l'article R.2191-11 et suivants du code de la commande publique.

11-3-3 – Modalités de facturation

a) Présentation des demandes de paiement

Outre les mentions légales, les demandes de paiement doivent comporter le numéro du marché.

Les demandes de paiement sont à libeller au nom du service émetteur de la commande.

Le paiement s'effectue suivant les règles de la comptabilité publique selon la réglementation en vigueur.

b) Envoi des demandes de paiement : dématérialisation des factures

L'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 a fixé la mise en œuvre de la facturation électronique pour tous les fournisseurs de l'Etat à compter du 1er janvier 2020.

11-3-4 – Intérêts moratoires

Le délai global de paiement est de 30 jours maximum et court à compter de la plus tardive des deux dates suivantes :

- date de réception de la facture par la Personne publique,

DSNA/DSR/DSA/P AMDO	Objet	Travaux de sécurisation périmétrique du BT de l'Aéroport de Lyon Saint Exupéry	Version	V1R0
			1	19/09/2024

- date d'ouverture des droits à paiement telle que définie au 11.2.1.

Le défaut de paiement dans les délais prévus fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du Titulaire ou du sous-traitant payé directement (cf. Décret n° 2013269 du 29 mars 2013).

Le taux des intérêts moratoires est le taux de la banque centrale européenne en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de huit points de pourcentage.

Une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, est due pour tout retard de paiement, en sus des intérêts moratoires ; son montant est fixé à 40 euros.

11.4 - DEMANDES DE PAIEMENT

11.4.1 Présentation des demandes de paiement

Dans le cas où un titulaire possède plusieurs lots, Le titulaire établit une facture par lot., une facture à chaque passage.

Le paiement s'effectue suivant les règles de la comptabilité publique selon la réglementation en vigueur.

Les prestations font l'objet de demandes de paiement prenant la forme :

- De demandes d'acompte établies conformément à l'article 12 du CCAG de travaux.
- D'un projet de décompte final-général établi conformément à l'article 12 du CCAG de travaux.

La transmission des factures s'effectue par voie dématérialisée.

11.4.2 ENVOI DES DEMANDES DE PAIEMENT - DEMATERIALISATION DES FACTURES

Le titulaire du présent marché est soumis à l'obligation de facturation électronique. Il transmet ses factures électroniques en utilisant le portail sécurisé de l'Etat, Chorus Pro, à l'adresse suivante : www.chorus-pro.gouv.fr.

- **Attention à cocher « NON » dans la zone « le destinataire est-il un service de l'Etat ? »***

**En effet, si la DGAC est bien un service du Ministère de la transition Ecologique et Solidaire, il n'est techniquement pas reconnu un service de l'Etat dans le portail « Chorus Pro »*

Les factures dématérialisées doivent comporter outre les mentions prévues à l'article 1 du décret n°2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facture électronique, les informations suivantes :

1. Le numéro de SIRET de la DGAC 12006401900074,
2. Le numéro d'engagement juridique (EJ) à 10 chiffres (transmis lors de la notification du marché),
3. Le code service du SNA CE (33)
4. Le nom et l'adresse du titulaire,
5. Le numéro du marché et l'objet du marché,
6. Où le numéro et la date du bon de commande

DSNA/DSR/DSA/P AMDO	Objet	Travaux de sécurisation périmétrique du BT de l'Aéroport de Lyon Saint Exupéry	Version	V1R0
			1	19/09/2024

7. La date d'intervention,
8. Le prix unitaire hors TVA,
9. Le taux et le montant de la TVA,
10. Le montant total TTC,
11. La date d'établissement de la facture.
12. Les références et coordonnées du compte postal ou bancaire ouvert au nom du titulaire telles que précisées sur l'acte d'engagement.

Le comptable assignataire est Madame l'agent comptable du BACEA en région Sud/Est.

Les factures devront être libellées à l'ordre de :
 AGENCE COMPTABLE SECONDAIRE BACEA SUD-EST
 Service Facturier
 Pour le compte du SNA-CE
 1, rue Vincent Auriol
 13617 AIX EN PROVENCE

ARTICLE 12 – PRIMES ET PENALITES

12-1 – PRIMES

Aucune prime n'est prévue au marché.

12-2 – PENALITES DE RETARD D'EXECUTION

Les pénalités de retard sont les suivantes :

Calcul des pénalités :

Les pénalités pour retard d'exécution commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré, par application de la formule suivante qui déroge à l'article 19.2.3 du CCAG Travaux :

$$P = \frac{V \times R}{1\,000}$$

dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R = le nombre de jours de retard.

DSNA/DSR/DSA/P AMDO	Objet	Travaux de sécurisation périmétrique du BT de l'Aéroport de Lyon Saint Exupéry	Version	V1R0
			1	19/09/2024

12-3 – AUTRES PENALITES DE RETARD

12-3-1 – Pénalités pour absence de participation ou retard aux réunions de chantier

Toute absence ou retard non excusé d'un représentant qualifié du titulaire à une réunion de chantier à laquelle il est convoqué encourt la pénalité de 100€ HT.

12-3-2 – Pénalités liées au repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

En cas de retard constaté par le maître d'œuvre dans le dégagement, le nettoyage et la remise en état des emplacements, qui ont été occupés par le chantier le titulaire encourt une pénalité de 100€ HT par jour ouvré (lundi au vendredi, hors jours fériés) de retard.

12-3-3 – Pénalités liées à la remise des documents conformes à exécution

En cas de retard constaté par le maître d'œuvre dans la remise des documents conformes à l'exécution des prestations, le titulaire encourt une pénalité de 100€ HT par jour ouvré (lundi au vendredi, hors jours fériés) de retard.

12-3-4 – Pénalités liées à la remise des documents après exécution des travaux

En cas de retard constaté par le maître d'œuvre dans la remise des documents après l'exécution des travaux, le titulaire encourt une pénalité de 100€ HT par jour ouvré (lundi au vendredi, hors jours fériés) de retard.

12-3-5 – Pénalités liées à la remise tardive du contrat de sous-traitance

En cas de retard constaté par le maître d'œuvre dans la remise du contrat de sous-traitance, le titulaire encourt une pénalité de 100€ HT par jour ouvré (lundi au vendredi, hors jours fériés) de retard.

12.-4 - AUTRES PENALITES

12.4-1 – PENALITES LIEES AUX CONSIDERATIONS ENVIRONNEMENTALES

L'entreprise devra transmettre l'intégralité des justificatifs de traitement des déchets au SNA CE.

En l'absence de transmission de ces documents, une retenue provisoire du paiement pourra être appliquée par précompte sur facture tant que les pièces justificatives ne seront pas fournies. Le montant minimum de la retenue provisoire sera de 200 euros, à laquelle s'ajouteront 50 euros par jour de retard tant que la totalité des pièces demandées ne sera pas fournie.

Si, dans un délai d'un mois suivant la date de notification de la décision de réception des travaux, les pièces manquantes n'ont toujours pas été fournies, la ou les retenues seront levées et entraîneront l'application d'une pénalité d'un montant de 1000 €.

DSNA/DSR/DSA/P AMDO	Objet	Travaux de sécurisation périmétrique du BT de l'Aéroport de Lyon Saint Exupéry	Version	V1R0
			1	19/09/2024

12.4-2 – PENALITES POUR NON-RESPECT DES PRINCIPES DE LA REPUBLIQUE

En cas de non-respect des règles édictées par la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, le titulaire encourt une pénalité selon les modalités suivantes :

La DSNA notifie au Titulaire par courrier recommandé avec accusé de réception via la PLACE la liste des non-conformités constatées.

Le Titulaire dispose d'un délai de 21 jours calendaires à compter de la date de la réception du courrier pour fournir à la DSNA entre autres les documents demandés, la preuve de la mise en œuvre d'un plan d'action permettant de répondre aux obligations décrites dans le présent CCAP.

Si les non-conformités signalées perdurent au-delà du délai de 21 jours calendaires, des pénalités peuvent être imposées par la DSNA. Le montant des pénalités est de 100 euros HT par jour ouvré (lundi au vendredi, hors jours fériés) de retard.

12.4-3 – GESTION DES PENALITES

Le montant des pénalités est précompté lors du paiement de la facture afférente. Un état des décomptes provisoires est transmis au titulaire qui a un délai de 30 jours à compter de la réception de cet état pour présenter ses observations. En l'absence de réponse dans le délai de 30 jours, le montant de la pénalité est d'office maintenu.

ARTICLE 13 – CLAUSE DE REEXAMEN

Une clause de réexamen peut être mise en œuvre par simple décision de l'entité adjudicatrice, signée et notifiée au titulaire, dans les cas suivants :

- Le réexamen des clauses de l'accord-cadre afin d'intégrer des évolutions techniques intervenant dans son périmètre
- Le réexamen des clauses de l'accord-cadre afin d'intégrer des évolutions administratives non prévue initialement
- Le réexamen du montant maximum
- Le réexamen de l'annexe financière afin d'intégrer des prestations non prévues initialement

- Le remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire en cours d'exécution : le titulaire peut proposer à l'entité adjudicatrice la substitution d'un nouveau titulaire afin de le remplacer. Ce remplacement peut intervenir, après accord entre les parties, dans les hypothèses suivantes : cessation d'activité, difficultés techniques ou financières empêchant ou risquant d'empêcher la mise en œuvre des obligations contractuelles, défaillance dans l'exécution des obligations contractuelles. Le représentant de l'acheteur vérifie que le remplaçant proposé ne relève pas d'un des cas d'interdiction de soumissionner et apprécie ses capacités professionnelles, techniques et financières sur la base des mêmes pièces que celles produites par le titulaire. A l'issue de cet examen, l'entité adjudicatrice accepte ou non la mise en œuvre de la substitution. Cette substitution ne peut emporter d'autres modifications substantielles au marché.

DSNA/DSR/DSA/P AMDO	Objet	Travaux de sécurisation périmétrique du BT de l'Aéroport de Lyon Saint Exupéry	Version	V1R0
			1	19/09/2024

- Dans le cadre d'un groupement, cette même possibilité est offerte à chacun des membres du groupement, après accord de l'ensemble des membres sur la substitution. Le remplaçant proposé pourra être soit un des membres du groupement, soit une entreprise tierce. Le remplacement du mandataire titulaire en cours d'exécution : ces modalités de substitution s'appliquent au cas de la défaillance du mandataire dans l'exécution de sa mission de coordination et de représentation des autres membres du groupement.

- Lorsque des circonstances imprévisibles et extérieures aux parties surviennent en cours d'exécution, les parties peuvent convenir d'une modification des clauses financières, si celle-ci est nécessaire à la poursuite de l'exécution, dans les conditions prévues à l'article R.2194-5 du CCP. Une telle modification n'est qu'une faculté pour l'acheteur.

S'il envisage de modifier le contrat pour tenir compte des surcoûts engendrés par les circonstances imprévisibles, l'acheteur se fonde sur les justifications financières précises que lui apporte le titulaire.

Seules peuvent être prises en compte les circonstances produisant un effet réel et certain sur l'exécution de l'accord-cadre, la présente clause n'ayant pas pour objet de compenser des surcoûts dont la survenance n'est qu'hypothétique.

A l'appui de toute demande tendant à la modification des conditions financières du présent accord-cadre, le titulaire doit :

- Adresser un mémoire en réclamation à l'acheteur démontrant l'existence d'une circonstance imprévisible au sens de l'article R.2194-5 du CCP ;
- Justifier son prix de revient initial, tel qu'envisagé à la date de remise de son offre, et, par conséquent, sa marge bénéficiaire ainsi que les éventuelles provisions pour risques intégrées dans son prix ;
- Fournir tout document de nature comptable (bilans, factures, ...) ou contractuelle (notamment les contrats de fournitures ou de sous-traitance), attestant de la réalité et de l'étendue des surcoûts supportés depuis la survenance de l'évènement imprévisible, pour l'exécution du présent accord-cadre.

L'acheteur vérifie la réalité et la sincérité de ces documents et décide de la suite à donner à la demande du titulaire.

En cas d'acceptation de la demande par l'acheteur, les modifications apportées aux prix, aux tarifs ou aux clauses d'évolution des prix, font l'objet d'une modification signée par les deux parties.

La durée de cette modification est strictement limitée à la durée des circonstances imprévisibles. Celle-ci peut éventuellement être prolongée dans les conditions définies dans l'avenant.

La modification conclue sur le fondement du présent article précise, via une clause de rendez-vous, les conditions dans lesquelles, en fin d'exécution de l'accord-cadre, l'acheteur et le titulaire déterminent le montant définitif de la compensation des surcoûts anormaux réellement subis par le titulaire.

DSNA/DSR/DSA/P AMDO	Objet	Travaux de sécurisation périmétrique du BT de l'Aéroport de Lyon Saint Exupéry	Version	V1R0
			1	19/09/2024

Ainsi, si le montant des compensations excède le montant des pertes, le titulaire est alors redevable de la différence. Le montant correspondant est alors récupéré par l'acheteur / le bénéficiaire :

- Soit par précompte sur les factures restant à émettre par le titulaire ;
- Soit par avoir, récupéré sur les montants restant à régler ou à défaut récupéré au moyen d'un titre de recouvrement.

La mise en œuvre des clauses de réexamen donne lieu à une modification du contrat signé par les deux parties

ARTICLE 14 – DISPOSITIONS DIVERSES

14-1 – ECHANGES DEMATERIALISES

L'acheteur ou son représentant notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tout moyen dématérialisé (profil acheteur PLACE ou adresse électronique mentionnée dans les documents particuliers du marché) permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

Les ordres de services sont émis conformément à l'article 3.8 du CCAG Travaux.

14-2 – VALORISATION DES ORDRES DE SERVICE

Lorsque l'acheteur prescrit au titulaire la réalisation de prestations supplémentaires ou modificatives pour lesquelles le marché n'a pas prévu de prix, il notifie sa décision par ordre de service au titulaire.

Cet ordre de service fixe provisoirement les prix nouveaux retenus pour le règlement des travaux supplémentaires ou modificatifs. Ils sont arrêtés par le maître d'œuvre, après consultation du titulaire.

Le titulaire dispose d'un délai de 30 jours suivant l'émission de cet ordre de service pour présenter ses éventuelles observations et sa proposition de prix, assortis de toutes les justifications nécessaires. A défaut de retour du titulaire dans un délai de 30 jours, les prix sont réputés acceptés et deviennent définitifs.

Les prix définitifs doivent faire l'objet d'un avenant.

Le titulaire n'est pas tenu de se conformer à un ordre de service prescrivant une prestation supplémentaire ou modificative si celui-ci n'a fait l'objet d'aucune valorisation financière.

ARTICLE 15 – GARANTIES

15-1 – GARANTIE DE PARFAIT ACHEVEMENT

Le délai de garantie dit « garantie de parfait achèvement » est fixé à 12 mois.

DSNA/DSR/DSA/P AMDO	Objet	Travaux de sécurisation périmétrique du BT de l'Aéroport de Lyon Saint Exupéry	Version	V1R0
			1	19/09/2024

Il est prolongé le cas échéant en application de l'article 44.2 du CCAG de référence.

Chaque fois que nécessaire, le maître d'œuvre invite le titulaire pendant la période de parfait achèvement à effectuer les travaux, reprises ou modifications dus en application de l'article 44 du CCAG de référence.

Le délai de garantie prend effet à compter de la date de réception.

15-2 – DISPOSITIONS COMMUNES

En application de l'article L. 241-1 du code des assurances et par dérogation à l'article 8.1.3 du CCAG, pour justifier l'ensemble de ces garanties, le titulaire fournit une attestation avant la notification du marché, émanant de sa compagnie d'assurance.

Sur simple demande du maître de l'œuvre, le titulaire justifie qu'il acquitte ses primes d'assurances et que les garanties pour le présent chantier sont en cours de validité et qu'elles n'ont fait l'objet d'aucune suspension ni résiliation.

Le non-respect de ces obligations en cours d'exécution du marché peut entraîner, après mise en demeure restée infructueuse, la résiliation du marché par le maître de l'œuvre.

16 – RESILIATION

L'acheteur peut résilier le marché public dans les cas prévus aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du code de la commande publique.

Le marché peut être résilié conformément aux dispositions du CCAG de référence (résiliation pour événements extérieurs ou liés au marché, pour faute du titulaire ou pour motif d'intérêt général).

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant estimatif hors taxes du marché indiqué à l'avis d'appel à la concurrence, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations admises, un pourcentage tel que prévu au CCAG.

17 – DIFFERENDS ET LITIGES

17-1 – DIFFERENDS

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché public ou à l'exécution des prestations.

En cas de différend, les acheteurs et le titulaire peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable compétent ou au médiateur des entreprises des différends relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles R.2197-1 à R.2197-24 du code de la commande publique.

17-2 – LITIGES ET CONTENTIEUX

Le présent marché est régi par le droit français.

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est le tribunal administratif de Lyon :
184, rue Duguesclin 69003 Lyon

DSNA/DSR/DSA/P AMDO	Objet	Travaux de sécurisation périmétrique du BT de l'Aéroport de Lyon Saint Exupéry	Version	V1R0
			1	19/09/2024

Téléphone : 04 87 63 50 00

Fax : 04 87 63 52 50

courriel : greffe.ta-lyon@juradm.fr

18 – DEROGATIONS

CCAP 10-2-5 déroge à l'article 28.5 du CCAG Travaux

CCAP 15.2 déroge à l'article 8.1.3 du CCAG Travaux

DSNA/DSR/DSA/P AMDO	Objet	Travaux de sécurisation périmétrique du BT de l'Aéroport de Lyon Saint Exupéry	Version	V1R0
			1	19/09/2024

ANNEXE N°1



SCHÉMA D'ORGANISATION ET DE SUIVI DE L'ÉLIMINATION DES DÉCHETS PREVISIONNEL (SOSED)

Nature du déchet (selon nomenclature du code de l'environnement)	Classement du déchet (selon le code de l'environnement)	Quantité (préciser l'unité)	Stockage sur chantier et collecte (préciser par quel moyen, par qui, et à quel moment)	Mode de traitement des déchets (mode de traitement, raison social et adresse de l'organisme)

Je soussigné (ayant pouvoir d'engager la société

.....

Agissant en qualité de :

.....

Déclare m'engager, si je deviens titulaire du marché, à mettre en œuvre la réalisation d'un plan d'actions pour l'environnement et une organisation de la gestion et de l'élimination des déchets, établis à partir des renseignements donnés dans le présent schéma organisationnel et de suivi de l'élimination des déchets,

Le : à :

Cachet de l'entreprise et signature :

(Faire précéder la signature de la mention « lu et approuvé »)